



MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ

La droite civique, gaulliste et patriote

Communiqué de presse du 10 mai 2011 :

**10 MAI 1981, FRANÇOIS MITTERRAND EST ÉLU :
LE DÉBUT D'UNE POLITIQUE NÉFASTE POUR LA FRANCE**

LE MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ L'A TOUJOURS COMBATTU

Les médias bien-pensants célèbrent tous, comme des moutons de Panurge, la mémoire de François Mitterrand. Le **Mouvement Initiative et Liberté (MIL)** tient à préciser qu'il s'agit là d'une illusion née de sentiments nostalgiques. La réalité historique est très différente et beaucoup plus crue : la politique de F. Mitterrand a été néfaste pour la France.

C'est ce que le **Mouvement Initiative et Liberté (MIL)** a toujours soutenu.

Les analyses qu'il a publiées dès le début demeurent valables. Il suffira, pour s'en persuader, de se rappeler les campagnes militantes que nous avons menées [**MAASTRICHT MITTERRAND NON** (1992) ; **MITTERRAND : 7 ANS CA SUFFIT** (1988) ; **MITTERRAND N'A NI PROJET NI AVENIR** (1988) ; **TONTON, LAISSE BÉTON** (1988) ; **MITTERRAND, C'EST LE DROIT DE VOTE AUX IMMIGRES** (1988) ; **MITTERRAND, C'EST LE DROIT DE VOTE AUX ÉTRANGERS** (1988) ; **MITTERRAND SOCIALISTE HONTEUX** (1987)] et de relire certains des articles que nous avons publiés à l'époque et dont nous reproduisons aujourd'hui l'un d'entre eux parce qu'il n'a rien perdu de sa pertinence (N°13 d'avril 1988).

ÉDITORIAL : LE DEVOIR D'ENGAGEMENT

Au moment où la France s'engage dans la dernière ligne droite avant l'élection présidentielle, nous pouvons encore plus nettement évaluer l'enjeu et prendre nos responsabilités en fonction de l'objectif que nous nous sommes fixé.

Le candidat qui portera les couleurs de la gauche est assurément l'adversaire le plus redoutable que nous pouvions avoir à affronter. Mitterrand, avec une habilité recuite pendant quarante années de carrière politique, mise sur deux tableaux apparemment contradictoires. Socialiste Honteux, il joue sans pudeur les pères de la patrie. Socialiste Hargneux, il dénonce à grands cris les "bandes" et les "factions", c'est-à-dire en fait tous ceux qui mènent contre lui une opposition résolue et non une guerre de dentelle. Dès lors, le M.I.L. doit prendre une position nette et engager toutes ses forces dans le combat. Nous désignons d'abord clairement notre adversaire : c'est Mitterrand, le candidat du parti socialiste, qui - malgré tous ses faux-semblants et ses acrobaties verbales - n'a comme objectif que de ramener ses amis au pouvoir. Or, quand nous placardons notre formule : "LE SOCIALISME, C'EST LA DÉCADENCE", il ne s'agit pas pour nous d'un slogan sonore, mais d'une vérité de fond toujours confirmée par l'expérience. C'est cette décadence que nous voulons d'abord repousser. (...)

MITTERRAND, LA PIEUVRE SOCIALISTE

Pour la 4ème fois, le candidat socialiste aux élections présidentielles de la Cinquième République est Mitterrand, né en 1916. La raison et la morale nous poussent à le rejeter lors de la consultation nationale du 24 Avril et du 8 Mai 1988. La raison transforme en devoir national la nécessité de mettre un terme au noyautage du pays par les collaborateurs marxistes de Mitterrand. La tontonmanie, le culte de la personnalité présidentielle, les copains et copines du Président qui trouvent normal de se droguer "comme pas mal de gens" nous montrent que la génération socialiste ne partage ni nos valeurs ni notre éthique. Les relations de Mitterrand dans la cagoule, le fait qu'il ait été décoré de la Francisque contribuent à jeter le flou sur le dessein de cet homme, catholique d'éducation, qui espère aujourd'hui anéantir l'École Libre. Cependant, l'homme est aisément décriptable, si l'on veut bien privilégier l'analyse des actes qu'il a accomplis lorsqu'il a eu le pouvoir, sur ses déclarations d'intentions.

MAGOUILLES

Le premier trait de caractère qui est indiscutable est la capacité du personnage à tout faire pour arriver à ses fins. Nous avons rappelé dans "VIGILANCE ET ACTION" de Juillet 1987 le déroulement du faux attentat de l'Observatoire, organisé par la victime le 15 Octobre 1959, pour restaurer la notoriété de l'ancien ministre de la 4ème République qu'il fut à de nombreuses reprises.

Mais on aurait tort de ne voir en Mitterrand qu'un personnage essentiellement soucieux d'accéder au pouvoir, n'ayant qu'une idéologie variable au gré de ses intérêts. Ce serait une vue réductrice de ses ambitions historiques, au service desquelles il met ses capacités.

L'histoire retiendra, de l'action de l'actuel Président de la République, son alliance avec les communistes, par laquelle il concrétisait ce qu'il pense sur le sujet depuis plus de 30 ans. Il en a donné la raison, lorsqu'il indiquait : "nous avons donc traité politiquement avec ceux qui représentaient comme nous les couches sociales dont je vous parle. C'était en premier lieu le parti communiste ? Nous avons traité avec lui." (France-Soir, 21/2/1980). L'alliance socialo-communiste n'a donc pas été circonstancielle, elle est naturelle.

LA RUPTURE AVEC L'ORDRE ÉTABLI

Mitterrand est bel et bien un marxiste, qui, par souci de se battre contre le capitalisme, s'allie consciemment avec le diable. "L'histoire des démocraties populaires montre à l'évidence comment l'association au pouvoir du Parti Communiste et d'une poussière de formations démocratiques voue ces dernières à l'anéantissement. De la création d'un rassemblement des forces socialistes et républicaines fortement structuré dépend l'équilibre futur de la démocratie. (... les démocrates et les républicains, les libéraux) restent les adversaires de l'idéologie et des méthodes du communisme, mais ils constatent que le danger qui menace les libérés et le progrès provient actuellement d'un autre cote. A chaque jour suffit sa peine." (La Nef, 1959).

Comme premier secrétaire du PS, il y fait chanter l'internationale pour la première fois, et déclare : « celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, ne peut être adhérent au PS ». Dès sa nomination, il a chargé Pierre Joxe, marxiste, et Jean-Pierre Chevènement, qui rêvait de rupture avec le capitalisme et d'alliance avec les communistes, de préparer le projet socialiste "Changer la vie" : contrôle ouvrier dans l'entreprise,

BP 84 – 92303 Levallois-Perret cedex

Téléphone : 01 47 57 34 44 • Télécopie : 01 47 57 34 24 • Courriel : m.i.l@lemil.org • Site : <http://www.lemil.org>

nationalisations... Ces thèmes sont toujours, en 1988, dans la brochure "proposition pour la France" qui constitue la déclaration d'intention du PS pour les présidentielles. On retrouve ce qui existait dans "la rose au poing" : Le point de départ de la démocratie économique reste "l'appropriation collective des grands moyens de production, d'investissement et d'échanges". L'analyse de Mitterrand est toujours la même : "les socialistes pensent que le système capitaliste est à l'origine du mal (...)".

IL ATTEND SON HEURE

Certains esprits optimistes croient savoir que Mitterrand aurait changé d'idées, en prenant pour preuve le changement dans la gestion du pays intervenu en 1982. La réalité est que le pays allait à la faillite. A la tête d'un pays ruiné et déconsidéré, le Président, dont le dessein principal est de "créer les conditions d'un passage irréversible au socialisme" (Jean Poperen ; cf. également Louis Mermez le 25/10/81 : "Si nous réussissons, il n'y aura pas de retour au passé, certaines forces d'opposition auront été détruites"), aurait vu son rôle de phare du socialisme s'achever brutalement. En 1982, il a dû se résoudre à revenir à une gestion plus normale de l'économie. Mais son idéologie marxiste demeure : après 1982, les réformes de société ou les réformes d'organisation qui pouvaient être faites l'ont été, telles que la loi sur la presse qui vise le Groupe Hersant (une loi sur la presse figure encore dans les "propositions pour la France" pour 1988). Simplement, Mitterrand sait attendre son heure pour franchir les étapes vers la socialisation du pays.

La logique qui a présidé à la nationalisation de neuf grands groupes industriels et de 39 banques, à l'embauche de 185.000 nouveaux fonctionnaires de 1981 à 1983, est toujours la sienne, après 1982 comme actuellement. D'ailleurs, pour 1988, le PS nous annonce sans hésiter (dans : "Propositions pour la France") que « pour stimuler l'investissement, l'action de l'état, si critiquée par la droite, apparaît plus que jamais nécessaire » ; et encore : "le secteur public demeure un instrument majeur de l'orientation économique de notre pays"; ou bien "aucune des privatisations ne doit être considérée comme irréversible". Les propositions du PS pour la France nous avertissent encore que l'entreprise privée sera, de nouveau, soumise à la suspicion des socialistes ("Une nouvelle législation sera mise en place afin de protéger les salariés que la suppression de l'autorisation administrative de licenciement laisse désarmés face à l'arbitraire patronal"; "Dans les sociétés du secteur privé employant plus de 500 salariés, ces derniers seront représentés au Conseil d'Administration").

L'ALLIE DU PC "F"

Le PCF a beaucoup gagné en s'alliant avec Mitterrand qui, disposant en 1981 de la majorité absolue a néanmoins nommé quatre ministres communistes. Déjà auparavant, alors que l'URSS et le mouvement communiste international perdaient la meilleure part de son prestige, la signature d'un accord de programme commun entre les communistes et les socialistes avait permis au PCF de ne pas en accuser le contre-coup, notamment après la publication par Soljenitsyne de "L'ARCHIPEL DU GOULAG" en 1973. Au contraire, les voix communistes passèrent de 4.435.337 en 1968 (l'année de leur grand isolement à gauche) à 5.085.108 en 1973 (après la signature du programme commun) et à 5.791.525 en 1978. Le PCF, dont l'alliance avec les socialistes semblait garantir la sincérité de la conversion à un "socialisme à la française" qui ne devait pas être celui de l'URSS, a attiré un nombre croissant d'électeurs, en valeur absolue. Il a fallu la rupture (par les communistes et non par les socialistes) de l'Union de la Gauche en septembre 1977 pour que le PCF retombe à un niveau qu'il aurait du atteindre avant : 5.791.525 voix en 1978, 4.003.025 en 1981. Le candidat mitterrand ne peut donc en aucun cas être crédité de la chute électorale du pc, lui qui en plus leur a permis de noyauter davantage des secteurs-clés du pays.

LE NOYAUTAGE SYSTEMATIQUE

Les communistes ne sont pas les seuls à avoir noyauté le pays, et les socialistes n'ont rien à leur envier. A compter de 1981, bon nombre de responsables de la police qui dérangeaient Gérard Monate, Conseiller de Gaston Deferre et Secrétaire Général de la FASP, ont été déplacé au profit d'affidés au pouvoir socialiste. Une vaste opération de déstabilisation de la justice a été menée par Badinter, s'appuyant sur le Syndicat de la Magistrature. Mutations et promotions ont été organisées par une commission dite de la transparence, sans aucune existence légale, en fonction des sympathies socialistes. Parallèlement à la mise en place des personnes, la fonction de l'institution était dévoyée, par exemple par la réforme du Code Pénal entreprise avant 1986, et qui sera poursuivie si Mitterrand le veut après 1988.

1981 voit en outre le balayage d'une foule de recteurs, préfets, dirigeants d'entreprises nationales ("il faut que le gouvernement frappe vite et fort, il faut qu'il frappe à la tête" - Louis Mermez). La plupart des journalistes de radio et de télévision sont mis au service du PS. En Août 1985, le Président fait allonger de 165 la liste des nominations civiles et militaires pour lesquelles sa signature est nécessaire. Les copains du Président sont mis à de bons postes d'où ils pourront poursuivre leurs activités de subversion (Régis Debray, l'ami de Che Guevara, après avoir été chargé de mission au secrétariat de la présidence de la République, est placé au Conseil d'État ; R. Badinter a la présidence du Conseil Constitutionnel...).

LE CANDIDAT D'UNE SECTE

Le choix des électeurs ne porte pas que sur un homme. Mitterrand n'est pas seul, lui qui est l'unique Président de la 5ème à avoir reçu chaque semaine, officiellement, à l'Élysée, les responsables du PS. Il dispose de réseaux importants qui en font un homme dangereux. Le 8 Octobre 1981, Mitterrand considérait que "le PS a encore beaucoup à faire pour pénétrer l'État. Je l'y encourage vivement." (Le Figaro, 8/10/81). Ses amis se trouvent à la FEN (le Syndicaliste André HENRY a été fait Ministre du Temps Libre), le SNI, la Ligue Française de l'Enseignement, la Fédération Autonome des Fonctionnaires, le Syndicat de la Magistrature, le Syndicat des Avocats de France, le Syndicat de la Médecine Générale, le Mouvement Français du Planning Familial. Du côté chrétien, dans les mouvements d'action catholique (JEC, JOC, JOCF, MRJC), la CFDT, les Chrétiens pour le Socialisme, ATD Quart-Monde, les Éclaireurs de France, la CIMADE ... Citons encore SOS Racisme, la Fédération Indépendante et Démocratique des Lycées, l'UNEF-ID, Plus jamais ça ...

Même un rapide panorama de l'évolution récente de notre pays et des perspectives que nous annoncent les hommes qui entourent le Candidat Mitterrand montrent combien les socialistes veulent poursuivre une politique organisée et systématique de pénétration de l'Etat. Mitterrand dispose déjà de moyens non négligeables de réaliser en douceur une évolution de la société vers une société socialiste. Lui redonner un septennat serait lui redonner plus de temps pour tisser les réseaux anti-nationaux.

ALCIBIADE SANS VICTOIRES

Alcibiade, ceux qui ont fait leurs "humanités" s'en souviennent, était ce général athénien du Vème siècle avant Jésus-Christ, célèbre pour son ambition et surtout son amoralité ; il renia sa patrie et ses idées pour devenir le conseiller de Sparte, qu'il abandonna pour retourner à Athènes avant de trahir à nouveau. Comment ne pas voir dans l'actuel Président de la République un nouvel Alcibiade ?

Comment qualifier autrement le sympathisant "vichyste" écrivant en 1942 dans "France, revue de l'Etat Nouveau", avant d'être candidat "résistant" en 1946 dans la Nièvre, le bourgeois d'éducation catholique, programmant sereinement la disparition de l'enseignement libre ?

Est-il différent de son prédécesseur antique, celui qui, lors des élections présidentielles en 1965, demandait aux Français de "choisir l'arbitrage international et le désarmement contre la course folle à la bombe atomique qui détruira le monde" et qui, depuis 1981, ne jure que par la dissuasion nucléaire ?

L'aristocrate chef du "Parti Démocratique" Athénien n'a-t-il pas servi de modèle à celui qui, après des années d'américanophilie, a livré d'importants équipements militaires au Nicaragua marxiste. N'a-t-il pas inspiré le parangon de la IVème République (onze fois Ministre), pourfendeur inlassable de la constitution de 1958 - elle représentait, selon ses propres termes, le "Coup d'État permanent" - se posant le 17 Mars 1986 en défenseur de la stabilité des institutions de la Vème République.

L'adéquation, à vingt cinq siècles d'intervalle, serait-elle donc parfaite ? Non ! Il y a une nuance majeure entre ces deux "stratèges". Alcibiade, vainqueur de grandes batailles, était même devenu le maître de Byzance, Mitterrand n'a eu de cesse de combattre tout ce qui pouvait grandir la France, à commencer par le Général de GAULLE, avant de l'abaisser effectivement dès qu'il a détenu le pouvoir.

Alcibiade est mort en exil. Les temps ont changé, les mœurs (heureusement) aussi : l'homme de Jarnac (nom prédestiné) mérite simplement les oubliettes de l'histoire. Que ceux qui auraient des états d'âme pour 1988 pensent bien qu'ils ont une occasion unique de l'y envoyer définitivement.